

Isabelle Feng L'âge d'or de la tech chinoise s'est bel et bien bâti sur le billet vert

La vice-présidente du cercle de réflexion Asia Centre estime que la Chine de Xi Jinping, en décidant d'annuler de manière rétroactive le rachat par Meta de Manus, la pépite nationale de l'intelligence artificielle, prend le risque d'enfermer ses entreprises dans le piège de l'autarcie technologique

Je t'aime, moi non plus. Rien ne saurait mieux résumer que ce refrain bien connu l'entente cordiale sino-américaine sur les investissements transfrontaliers affichée à l'issue de la visite de Donald Trump à Pékin [du 13 au 15 mai]. Face aux caméras, chacun invite chaleureusement l'autre à investir sur son sol. Pourtant, le vernis diplomatique craque déjà sous le poids de la paranoïa sécuritaire.

Le 27 avril, par une seule ligne publiée sur le site de sa commission nationale du développement et de la réforme, Pékin a jeté un coup de froid sur le climat déjà glacial des investissements étrangers, en ordonnant l'annulation rétroactive de l'acquisition par Meta de Manus, la pépite chinoise de l'intelligence artificielle (IA). L'empire rouge affirme ainsi son obsession de mettre sous tutelle étatique ses start-up technologiques, quitte à faire fuir les capitaux étrangers qu'il courtise pour ranimer son économie, engluée dans la déflation.

Coup de force

Par cet oukase, Pékin a signé la toute première interdiction de fusion-acquisition transfrontalière depuis l'entrée en vigueur, en janvier 2021, de sa loi sur l'examen des investissements étrangers. Que les Etats protègent leurs secteurs stratégiques n'est pas nouveau. Cependant la méthode de Pékin rompt brutalement avec les usages. Lorsque le Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis avait contraint le groupe chinois Kunlun



**L'EMPIRE ROUGE
AFFIRME AINSI SON
OBSESSION DE METTRE
SOUS TUTELLE ÉTATIQUE
SES START-UP
TECHNOLOGIQUES,
QUITTE À FAIRE FUIR LES
CAPITAUX ÉTRANGERS**

à revendre ses parts dans l'application Grindr, en 2019, la décision concernait une transaction financière classique sur le sol américain. Quand, en 2025, La Haye a activé une loi d'exception pour retirer le contrôle du fabricant de puces néerlandais Nexperia à sa maison mère chinoise (Wingtech), la mesure était limitée à la zone européenne. Or, Manus, assoiffée de capitaux, s'est exilée à Singapour dès mai 2025 pour se conformer au COINS Act. Cette loi américaine sur les investissements sortants, effective depuis janvier 2025, bloque tout investissement dans l'IA en Chine. Lors du rachat par Meta, en décembre, les activités et les employés de Manus se situaient donc entièrement en dehors de la Grande Muraille.

Le Parti communiste chinois s'offre ainsi un cas d'extraterritorialité spec-

taculaire: casser le rachat, déjà finalisé, d'une entité singapourienne par une entreprise californienne. De plus, Pékin exige un retour au *statu quo ante*, tant sur le plan financier que technique. Même si Mark Zuckerberg [le patron de Meta] acceptait volontiers d'être remboursé de 2 milliards de dollars [1,7 milliard d'euros], comment extraire des algorithmes et des lignes de code déjà fondus dans l'architecture tentaculaire de la maison mère de Facebook?

Peu importe la rationalité pour le régime de Xi Jinping. L'essentiel est d'appliquer l'adage *sha yi jing bai* («tuer un pour en effrayer cent»). Il faut punir l'outrecuidance de la start-up née à Wuhan, qui, séduite par les milliards de la Silicon Valley, avait osé se «désiniser» pour s'affranchir de la tutelle du parti. Le message a été bien reçu par les médias occidentaux, qui y ont vu un signal de plus invitant à s'éloigner du marché chinois. Trois jours après ce coup de force, *Le Quotidien du peuple*, conscient des dégâts, tentait de rassurer les marchés dans un article mielleux, affirmant qu'«investir en Chine, c'était investir dans l'avenir».

Cette posture feint d'ignorer une vérité historique: l'âge d'or de la tech chinoise s'est bel et bien bâti sur les billets verts. C'est dans les poches profondes des investisseurs américains que les géants chinois ont puisé leurs fonds de démarrage, qu'il s'agisse d'Alibaba, de Tencent ou de BYD. L'asymétrie financière reste criante. En effet, la Bourse chinoise ne représente qu'à peine un

quart de Wall Street. Selon une étude publiée en février 2023 par les chercheurs de l'université de Georgetown [à Washington], 37 % des investissements mondiaux dans l'IA chinoise entre 2015 et 2021 provenaient des Etats-Unis.

Ironie du sort: les premières victimes collatérales de ce contrôle des investissements dits «étrangers» sont... chinoises. Les *business angels* [investisseurs providentiels] historiques de Manus incarnent, en effet, l'aristocratie financière du pays: Tencent, HongShan (ex-Sequoia China), et surtout ZhenFund, géré par la fille de Fang Fenglei, célèbre financier chinois et proche de Wang Qishan, l'ancien bras droit du président Xi, tombé depuis en disgrâce.

Contraindre les hommes

Derrière l'imbricolage juridique et financier se dessine l'idéologie inflexible du Parti communiste chinois: dans la course à l'IA contre l'Occident, la propriété, qu'elle soit intellectuelle ou physique, appartient à l'Etat et non à l'individu. S'il est difficile de défaire les structures logicielles de Meta pour en extraire des codes déjà intégrés, il est plus simple de contraindre les hommes. Convoqués par Pékin, en mars, les deux fondateurs de Manus, Xiao Hong et Ji Yichao, sont revenus de Singapour pour se voir immédiatement infliger une interdiction de sortie du territoire, annonciatrice du sort réservé à leur société, au centre d'une enquête de Pékin depuis janvier.

DeepSeek a parfaitement compris la leçon. Dans sa campagne de levée de fonds

lancée en avril, le champion national de l'IA a déclaré écarter les investisseurs en capital-risque privé, accueillant en revanche à bras ouverts le China Integrated Circuit Industry Investment Fund, le fonds souverain chinois, plus connu sous le nom de Big Fund. Pourtant, dans sa quête de «souveraineté technologique», Pékin omet un détail crucial: à l'instar de DeepSeek avec OpenAI, l'équipe de Manus a bâti ses systèmes grâce à Claude, l'outil d'Anthropic, par le biais des VPN [réseaux privés virtuels] dont l'usage est illégal selon la loi chinoise – pour contourner ses restrictions géographiques, comme nombre de ses pairs.

Or, le 15 avril, Anthropic a imposé une stricte vérification d'identité pour accéder à ses services au nom de la lutte contre la fraude. Ce tour de vis américain suscite depuis une vive inquiétude parmi les développeurs chinois. A force de traquer les «traîtres technologiques» à l'intérieur et de se couper de l'écosystème mondial de l'intelligence artificielle à l'extérieur, Pékin a peut-être récupéré les hommes par la force et verrouillé les capitaux par la loi, mais s'enlise dans un splendide isolement. Au risque de présider à la calcification de son intelligence tout court. ■

Isabelle Feng est chercheuse au Centre Perelman de philosophie du droit à l'Université libre de Bruxelles